

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://journal-la-mee.fr/811-rechauffement-secheresse.html>

Réchauffement-Sécheresse

- Châteaubriant - Environnement, écologie, pollution - Environnement -

Date de mise en ligne : mercredi 25 janvier 2006

Journal La Mée Châteaubriant

(écrit le 18 avril 2001)

Climat : Inondez Bush

On sait que Georges W.Bush a décidé de jeter aux orties le traité des Nations Unies destiné à lutter contre les changements climatiques, ces changements qui se manifestent par un réchauffement général de la terre et des pluies qui n'en finissent plus et qui provoquent des inondations en de nombreuses régions de France.

La décision américaine a provoqué un tollé international : plus de 100 000 messages électroniques ont inondé la Maison Blanche, à l'initiative des Amis de la Terre. Dans le monde entier, du Texas à la Turquie des milliers de gens ont écrit au Président Bush pour lui demander de ne pas torpiller le protocole de Kyoto, le seul traité international qui initie une action vis-à-vis du changement climatique.

Le serveur électronique de la Maison Blanche a déjà été saturé 5 fois la semaine dernière entraînant son arrêt et le serveur des Amis de la Terre, qui reçoit copie de tous les messages, est sur le point de « fondre ». En période de pointe, un message de protestation arrive à la Maison Blanche toutes les secondes !

Du début de l'action, jeudi 29 mars, jusqu'au mercredi 11 avril, plus de 100 000 personnes de tous les continents ont participé à l'action et actuellement le nombre de messages s'élève à 10 000 par jour. Lorsque les Amis de la Terre ont contacté la Maison Blanche pour obtenir un commentaire sur cette protestation de masse, ils n'obtinrent en guise de réponse que les bégaiements de 5 porte-parole différents, pas un ne s'est risqué à un commentaire au nom du Président.

Roger Higman, responsable de la campagne sur le climat pour les Amis de la Terre du Royaume Uni a déclaré : « Ces dizaines de milliers de messages de protestation »Inondez Bush« qui saturent le serveur de la Maison Blanche, sont un appel aux politiciens pour qu'ils se réveillent : agissez maintenant, pas plus tard ! Le test pour mesurer la sincérité de nos dirigeants dans leur engagement pour l'environnement est limpide : le Protocole de Kyoto doit être consolidé, ratifié et appliqué avant la date limite de 2002, avec ou sans les Etats-Unis. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre encore du temps. Le climat n'attendra pas. »

Les Etats-Unis ont constamment fait pression pour affaiblir les engagements liés au traité de Kyoto. Le prochain sommet sur le climat en juillet devra déboucher sur un accord environnemental vraiment crédible, pas un accord pour ne rien faire.

De la farine dans le béton

D'ici la fin 2001, il y aurait encore 400 000 tonnes de farines animales interdites dans l'alimentation animale, et 600 000 tonnes un an plus tard. On en fait quoi quand on n'a pas les capacités suffisantes pour les brûler ? Certains industriels ont déjà imaginé d'introduire des farines dans les bétons phénoliques qui permettent d'obtenir des parpaings à coût réduit. (85 % de farines, 15 % de résine phénolique).

Mais on ne sait rien sur la résistance de ces résines à la dégradation de l'eau. Rien non plus sur l'innocuité de ces parpaings vis-à-vis des ouvriers du bâtiment et des futurs occupants des maisons. Rien sur de possibles fissures

laissant échapper de dangereux prions dans l'atmosphère ...

(écrit le 13 mars 2002)

En entérinant les objectifs de limitation des gaz à effet de serre, contenus dans le traité sur le changement climatique, les ministres de l'Environnement ont critiqué les Etats-Unis, qui ont renié leurs engagements pris en 1997

Kyoto

Les ministres de l'environnement des Quinze ont en effet décidé, lundi 4 mars 2002, la ratification par l'Union européenne (UE) du protocole de Kyoto sur le changement climatique. Ce traité, signé en 1997, impose aux pays industrialisés de réduire leurs émissions des gaz à effet de serre à l'horizon 2010, réduction de 8 % en ce qui concerne l'UE.

La décision de ratification a été qualifiée d'« historique » par Romano Prodi, président de la Commission européenne. Les Quinze ont aussi adressé une critique ferme, même si elle est formulée en termes diplomatiques, aux Etats-Unis, qui refusent le protocole de Kyoto.

La décision de ratification permet à l'Europe de garder son rôle de leader dans le domaine de l'environnement. Son objectif est de faire en sorte que le protocole entre en vigueur lors de la conférence mondiale sur le développement durable qui se tiendra, en août prochain, à Johannesburg. Actuellement, 47 pays ont ratifié le texte, qui doit être approuvé par les pays responsables de 55 % des émissions des pays industrialisés en 1990.

« UN PLAN BUSH-EXXON »

Les Européens se sont répartis leurs objectifs de réduction des émissions : certains Etats pourront se contenter de stabiliser leurs émissions de gaz (la France par exemple), d'autres devront les réduire fortement, d'autres encore pourront les augmenter. Mais globalement il y devra y avoir réduction de 8 % des gaz à effet de serre dans l'Union Européenne.

En revanche les Américains ne respectent même pas le texte de la Convention de Rio qu'ils ont signée en 1992 et qui prévoyait la stabilisation des émissions de gaz. Dans une déclaration commune, les Quinze invitent les Etats-Unis, principal pollueur de la planète avec un tiers des émissions de CO² à « assumer leurs responsabilités » et à produire « un effort comparable » à celui prévu par le protocole de Kyoto.

Un vœu pieux ? Le président américain, George W. Bush, refuse le traité qu'avait signé son prédécesseur, Bill Clinton en 1997. Il estime qu'il en coûterait 400 milliards de dollars (près de 445 milliards d'euros) et 4,9 millions d'emplois à son pays. Le contre-projet du président, présenté le 14 février 2002, n'est pas contraignant et très éloigné des objectifs européens. « On peut dire que c'est un plan Bush-Exxon », a commenté, Yves Cochet, ministre français de l'environnement (Exxon étant le nom d'une firme pétrolière américaine dont les intérêts sont très liés à ceux de la famille Bush)

Les experts européens estiment que, dans ces conditions, les Etats-Unis connaîtront une hausse probable de 39 % de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2012, par rapport à leur niveau de 1990. Le programme de M. Bush

ne limiterait, au mieux, cette augmentation que d'un tiers.

Les membres de l'Union espèrent isoler les Etats-Unis et amener d'autres grandes nations industrialisées à ratifier rapidement le protocole de Kyoto. La Russie et le Japon ont promis de le faire, mais ne sont pas encore passés à l'acte.

Au Canada, le ministre de l'environnement se heurte aux industriels du secteur de l'énergie, mais a lancé récemment un cri d'alarme. Selon David Anderson, « l'Arctique canadien est en péril ».

=====

Ecrit le 19 mars 2003

Dans 25 ans, on fera la guerre pour de l'eau

« Au rythme actuel, la moitié de la population mondiale manquera d'eau en 2025 et les gouvernements doivent d'urgence placer ce problème en tête de leurs priorités de développement et d'investissements », a estimé un haut responsable du Conseil mondial de l'eau.

« « La planète dispose en permanence de 9000 km³ d'eau douce. 5200 km³ sont actuellement utilisés, toutes activités confondues. 10 % de ce volume servent aux besoins domestiques, 65 % à l'agriculture, qui se taille la part du lion, et 26 % à l'industrie (...). Un Américain consomme en moyenne 700 litres d'eau par jour, un Européen 200, un Haïtien 20 ». « 30% de la population mondiale vit en situation de crise d'eau. Si l'on continue à ce rythme de consommation, la crise touchera plus de 50 % des gens d'ici 2025. Ce n'est pas acceptable », a déclaré William Cosgrove, vice-président du Conseil mondial de l'eau, devant la presse.

Deux millions de morts

« Deux millions d'enfants meurent chaque année à cause de problèmes liés à l'eau. Les rivières, les marais disparaissent, les écosystèmes sont détruits. Nous ne sommes qu'une des espèces de la planète, mais nous sommes en train d'éliminer les autres », a dénoncé M. Cosgrove.

A ce rythme, plus de quatre milliards d'hommes n'auront pas d'eau potable et plus de six milliards seront privés d'assainissement en 2025.

Le Conseil organise en coopération avec le Japon le troisième Forum mondial de l'eau qui aura lieu à Kyoto du 16 au 23 mars et devrait accueillir près de 10.000 personnes dont 150 ministres et plusieurs chefs d'Etat. Une réunion entre ministres de l'Environnement du monde est prévue les 22 et 23 mars. Une foire de l'eau ouverte au grand public avec des expositions et festivités devrait attirer 150.000 personnes, selon les organisateurs.

M. Cosgrove a souhaité que le Forum passe de la discussion à l'action et qu'une série de programmes concrets, accompagnés de leurs financements, soient annoncés aussi bien par les gouvernements que les organisations internationales et non gouvernementales représentées.

Lors du forum, des actions réussies de communautés ou organisations ayant fait l'objet d'un rapport « World Water Actions » seront présentées aux délégués. « Cela montre que les »gens de l'eau« , les communautés savent ce qu'il

faut faire même lorsque les gouvernements n'agissent pas et que parfois sans gouvernements, les choses vont plus vite », selon M. Cosgrove.

« Sur les 100 dernières années, la population a augmenté d'environ trois fois alors que la consommation d'eau a été multipliée par six ou sept. Les pays industrialisés consomment plusieurs fois la quantité d'eau utilisée par les pays en voie de développement », a mis en garde M. Cosgrove.

Il a souligné que les écosystèmes eux-mêmes avaient besoin d'eau pour se maintenir : « si on ajoute ce total au volume d'eau nécessaire pour produire de la nourriture, cela représente plus que la quantité d'eau disponible sur la planète ».

M. Cosgrove a donc estimé qu'il était urgent d'agir, notamment pour modifier la manière dont l'eau est utilisée dans l'agriculture. « Une région semi-aride comme le Moyen Orient importe déjà une quantité de nourriture qui rendrait nécessaire toute l'eau du Nil pour être produite. Cela signifie que pour satisfaire leurs besoins, ils auraient besoin de deux Nil », a-t-il noté.

Actuellement la guerre [en Irak] tourne autour du pétrole dont ont besoin les pays riches. Lorsque la moitié de la terre manquera d'eau, on se battra pour de l'eau. C'est dans 25 ans, il est urgent d'y penser

Ecrit le 23 février 2005 :

Protocole de Kyoto : ça gaze ?

C'est enfin parti : depuis le 16 février 2005, le protocole de Kyoto est entré en vigueur. Pour en arriver là, il aura fallu attendre huit ans, depuis l'adoption, le 11 décembre 1997, de ce texte destiné à réduire de 5,2 % les émissions de gaz à effet de serre, afin de lutter contre le changement climatique.

L'événement n'était plus guère attendu : il y a quelques mois encore, si l'on avait demandé à cent experts quelle était la probabilité, selon eux, que cette entrée en vigueur se produise un jour, selon toute vraisemblance, aucun d'entre eux n'aurait parié un euro là-dessus (1).

Cet heureux dénouement résulte de la ratification surprise du protocole par la Russie le 18 novembre 2004

Désormais, les émissions de 12 000 sites industriels (dont 1393 en France), représentant plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre de l'industrie européenne, sont plafonnées : tout dépassement sera sanctionné d'une amende de 40 euros par tonne de carbone émise en trop. Mais les industriels auront la possibilité d'acheter des « droits d'émettre du gaz carbonique » dans une sorte de bourse européenne (appelée EU ETS), au tarif de 10 Euros la tonne.

Les Etats-Unis : non

L'absence des Etats-Unis est très dommageable.. Ce pays émet à lui seul pratiquement un quart du dioxyde de carbone (CO₂) mondial. Depuis la réélection de George W. Bush, les autorités américaines refusent plus que jamais de se joindre au mouvement. De plus, l'Europe et particulièrement la France sont loin d'être aussi vertueuses qu'elles le disent. Il est donc peu probable que les objectifs de Kyoto soient atteints.

Objectifs bien timides : la réduction de 5 % des émissions de gaz à effet de serre sera sans grande conséquence. Si on veut éviter que la température de l'atmosphère se réchauffe de plus de deux degrés d'ici à la fin du siècle, les scientifiques estiment qu'il faudrait réduire de plus de 50 % ces fameuses émissions de gaz à effet de serre ! Or, rien ne permet, pour l'instant, d'espérer l'ouverture rapide des négociations internationales à ce sujet.

2,6 pour les Chinois, Mais combien de Chinois ?

Ce qui rend la limitation des émissions de gaz à effet de serre particulièrement difficile, c'est qu'il ne s'agit pas à proprement parler de « pollution », au sens usuel du terme : l'émission de la plupart de ces gaz (et notamment du dioxyde de carbone) n'engendre, par elle-même, aucun inconvénient direct majeur pour celui qui les produit. D'où l'absence d'incitations, tant politiques qu'économiques, à « agir localement ».

A Kyoto, en 1997, la communauté internationale a commencé à répartir entre les différents pays des « quotas d'émissions » de gaz à effet de serre.

Mais les choses se sont très rapidement corsées, car les enjeux économiques sont colossaux.

D'abord, les inégalités de situation de départ sont fantastiques : quand un Américain émet 20 tonnes de CO₂ en moyenne par an et un Français 6,2, un Africain en émet 0,9, un Indien 1,0 et un Chinois 2,6. De plus, dans ce processus cumulatif, les pays déjà industrialisés sont quasiment seuls responsables des émissions intervenues depuis deux siècles. Au nom de quoi les pays du Sud devraient-ils accepter des entraves coûteuses à leur développement, au moment où certains d'entre eux (notamment la Chine et l'Inde, très peuplées) sont enfin en train de réussir leur décollage ?

C'est la raison pour laquelle il a été décidé de laisser ces pays en dehors du mécanisme d'encadrement par quotas jusqu'en 2012, la période couverte par le protocole de Kyoto.

Mais cette exemption de toute contrainte pourra difficilement être maintenue indéfiniment : avec 3,5 milliards de tonnes en 2002, la Chine émet déjà davantage de CO₂ que l'Union européenne à quinze (3,2 milliards de tonnes) et presque trois fois plus que le Japon (1,2 milliard de tonnes).

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les émissions chinoises devraient, dans moins de dix ans, dépasser les émissions actuelles des Etats-Unis. Et celles de l'ensemble des pays en développement devancer les émissions des pays développés peu après 2020.

Un risque limité pour la croissance

Les Européens, qui n'avaient pas besoin de cela avec leur croissance structurellement souffreteuse et leur retard important en matière de nouvelles technologies, ne sont-ils pas en train de se mettre sur le dos un important handicap supplémentaire vis-à-vis des Etats-Unis, mais aussi de la Chine ? Et cela pour un bénéfice environnemental réduit, puisque les pays développés qui ont accepté de jouer le jeu de Kyoto ne pèsent que 20 % des émissions mondiales. Même s'ils parvenaient à atteindre les objectifs prévus pour 2012 (- 8 % pour l'Europe et - 6 % pour le Japon), ce qui paraît improbable pour l'instant, cela ne représenterait guère qu'une réduction de 1,5 % des émissions mondiales !

C'est bien sûr le point de vue de nombreux patrons des grandes entreprises industrielles : l'Unice (= le Medef européen) es très alarmiste. Le lobby des grandes entreprises françaises aussi

Les estimations établies par la Commission européenne sont très différentes : elles ne mettent en évidence qu'une perte de croissance de 0,1 % par an.

L'Europe en point de mire

Même si le coût pour son économie sera indéniable à court terme, la réduction effective par l'Union européenne de ses émissions est une condition sine qua non pour maintenir la pression tant sur les Etats-Unis que sur les grands pays émergents, afin d'aboutir - avant qu'il ne soit trop tard - à une action internationale concertée et durable contre le changement climatique.

En tout état de cause, la poursuite de la lutte internationale contre le changement climatique repose plus que jamais sur la détermination de l'Europe. Dans les discours c'est bien. Dans la pratique, c'est une autre affaire.

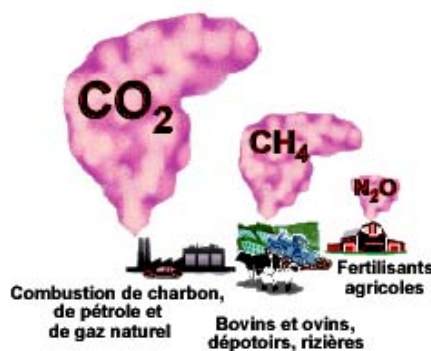
par Guillaume Duval
Alternatives économiques

(1) Le Monde titrait encore en juillet dernier : « Le protocole de Kyoto est moribond, achevons-le ! »...

Donges, Issé, Erbray, Retiers

Dans l'Ouest, l'usine qui émet le plus de gaz carbonique (CO₂) est TotalFinaElf à Donges : 1 370 000 tonnes par an. Elle devra passer à 1 436 000 tonnes.

Loin derrière, on trouve la Laitière de Retiers (70 000 tonnes), l'usine d'équarissage d'Issé (42 000 tonnes), et la MEAC (Chaux) à Erbray (30 000 tonnes), la Coopérative d'Ancenis (ex-CANA, 30 000 t), la société fromagère de Bouvron (15 000 t).



gaz_effet_de_serre

Les principaux gaz à effet de serre :

- – le gaz carbonique ou dioxyde de carbone (CO²) provenant essentiellement du chauffage et de la déforestation,
 - – le méthane (CH₄) : élevage des ruminants, culture du riz, décharges d'ordures ménagères, exploitations de pétrole et gaz
 - – les halocarbures (HFC et PFC) : gaz réfrigérants (climatisation, réfrigérateurs)
 - – les gaz propulseurs des aérosols,
 - – le protoxyde d'azote ou oxyde nitreux (N²O) : engrais azotés et procédés chimiques,
 - – l'hexafluorure de soufre (SF₆) : transformateurs électriques
-

Ecrit le 25 mai 2005 :

Forum environnement

Tout au long de la journée du samedi 14 mai, plus de 400 personnes ont participé, à Guémené Penfao, au premier forum organisé par les associations environnementales du nord de la Loire-Atlantique et du Pays de Redon .

Des ateliers thématiques et des débats ont permis de fructueux échanges tant sur le fonctionnement interne des associations que sur leurs relations avec leurs partenaires dans la société.

Des élus des conseils régionaux et généraux ont participé à ces échanges

Tout au long du forum les associations ont pu présenter leurs activités et entrer en contact avec le public.

Cette journée a été l'occasion pour l'association Eau et Rivières de Bretagne d'intervenir : Miguel Garcia, Administrateur d'Eau et Rivières a dénoncé la poursuite du désherbage chimique dans les fossés et près des points d'eau alors que cette pratique est désormais interdite dans les quatre autres départements bretons. Au nom de l'ensemble des participants du Forum il a demandé au préfet de Loire Atlantique d'étendre cette interdiction au département de Loire-Atlantique.

L'après midi, devant une salle comble, la troupe de théâtre La Fourmilière a présenté sa pièce consacrée au refus du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes . Cette pièce a été suivie d'un débat avec le public sur le rôle des associations et des citoyens pour obtenir la prise en compte des impératifs écolo-giques par la société.

En soirée, des groupes musicaux locaux ont assuré la partie festive organisée par les associations GZB et nennesse'prod.

Un truc : l'eau bouillante !

Les désherbages chimiques répétés fragilisent la terre, en détruisant peu à peu la microfaune et la microflore du sol. La structure du sol s'abîme, la terre se tasse et les plantes cultivées sont asphyxiées, tandis que des herbes indésirables coriaces, mieux adaptées, en profitent pour s'installer. C'est un cercle vicieux dont les effets sur la santé

des plantes et leur sensibilité aux maladies et aux ravageurs sont évidents.

L'eau bouillante est une solution vraiment efficace pour désherber les abords des maisons et les allées des jardins. Les plantes ne résistent pas à l'eau bouillante déversée à leur pied. C'est simple, facile, non polluant et très bon marché. Certes, ce procédé de nos grands parents ne fait pas très moderne ! On peut en sourire, mais l'essayer, c'est l'adopter.

C'est efficace : des essais comparés prouvent qu'il est aussi efficace que le désherbage chimique. Alors pourquoi s'en passer ?

C'est simple à réaliser : il suffit de faire bouillir de l'eau (environ 10 l pour 20 m²) puis de la verser immédiatement et lentement sur les allées ou la terrasse. Insister un peu plus sur les plantes coriaces à racines profondes comme le pissenlit. Les résultats seront visibles au bout de 24 heures maximum.

(Pour en savoir plus : <http://www.mce-info.org/index.php>)

Ecrit le 7 septembre 2005

Quand le ciel bas et lourd pèse comme un couvercle

Vénus a chaud

En 1975, un jeune chercheur américain, James Hansen, dans sa thèse consacrée au climat de Vénus, avance une idée : si la planète présente une température de surface de 464 °C, c'est parce qu'elle est entourée d'un brouillard de gaz carbonique. Quelques temps plus tard une sonde spatiale confirme son hypothèse : l'atmosphère de Vénus comporte 96 % de gaz carbonique.

Il se dit alors que ce qui s'est passé pour Vénus, peut se passer sur la planète Terre, sous l'effet de l'accumulation continue des gaz à effet de serre.

C'est que le gaz carbonique (CO₂) a une durée de vie de 100 ans. Ainsi on peut rapidement augmenter sa concentration (par exemple en brûlant du pétrole ou en rasant les forêts). Le gaz s'accumule, s'accumule, et on ne peut pas réduire la concentration d'un coup de baguette magique. C'est comme une bagnole lancée sur une pente, sans frein.

Le taux moyen d'émission de CO₂ par les voitures est, en 2004, de 170 g/km. Ainsi une voiture qui fait 30 000 km par an, rejette 5 tonnes de gaz carbonique. Pour les quelque 30 millions de voitures en France, cela fait 150 millions de tonnes de CO₂ par an. Qui s'ajoutent aux tonnes des années précédentes ...

D'autres gaz à effet de serre sont produits par les hommes, par exemple le méthane.

En tout on estime que les hommes produisent 7 milliards de tonnes par an (dont 20 % pour les seuls USA).

On en voit déjà le résultat. La température augmente le jour et la nuit, les cours d'eau se tarissent. La fonte des glaces de mer (iceberg) et de terre (glaciers) provoque toujours plus de réchauffement. Les cyclones se multiplient, la couverture végétale se modifie, le relèvement du niveau des océans menace de nombreuses régions.

Faisable

Si on ne fait rien, les hommes vont produire 10 milliards de tonnes de gaz à effet de serre à l'horizon 2029, puis 14 milliards vers 2054. Si les hommes ne sont pas morts !

Que faire ? Développer de nouveaux moteurs pour réduire la consommation des voitures, réduire la dépense éner-gétique des maisons, remplacer le charbon par le gaz naturel, développer les énergies renouvelables (soleil, vent), réduire la déforestation, etc, etc. Les moyens d'action sont nombreux. L'objectif est de réduire les émissions de carbone d'un milliard de tonnes par an. Ca va coûter cher ? Oui, au moins 10 à 20 milliards par an rien qu'en recherche fondamentale.... Mais c'est 10 fois moins que le fameux bouclier anti-missiles du programme de la Guerre des Etoiles, qui a déjà coûté 100 milliards, n'est toujours pas opérationnel, et est impuissant contre le terrorisme. La lutte contre le ré-chauffement est donc affaire de priorité.

Le freinage américain

Les plus gros producteurs de gaz à effet de serre : les Américains. En un an, un Américain moyen produit autant de gaz à effet de serre que 4 Mexicains, 8 Indiens ou 99 Bangladais ! Un protocole de réduction a été signé à Kyoto le 16 février 2005. Le gouvernement américain refuse de le ratifier.

Pire, aux USA une quarantaine de groupes de pression s'évertuent à présenter le réchauffement climatique comme un canular. Ils ont tous un point commun : ils dépendent d'ExxonMobil, la première compagnie pétrolière du monde. Conservateurs farouchement attachés au libéralisme économique, ils sont opposés à toute réglementation contraignante.

Mais une collaboration scientifique internationale s'est mise en place sous l'égide des Nations Unies : le GIEC, groupe d'experts internationaux sur l'évolution du climat. Dans son rapport de 2001, il explique que, si on laisse faire, les températures mondiales vont progresser de 1,4° à 5,8° d'ici 2100. Cela a fait réfléchir des sociétés pétrolières comme Shell, Texaco, BP. Mais ExxonMobil est restée dans le clan des sceptiques, et, dès l'élection de George W. Bush, a envoyé un mémorandum à La Maison Blanche, pour dénoncer le président du GIEC de l'époque et demander de le remplacer. Un an plus tard, Bush empêchait sa réélection au poste de président du GIEC. Quelques semaines avant la ratification du protocole de Kyoto, les amis d'ExxonMobil ont multiplié les manifestations médiatiques dans le but de dénoncer le réchauffement comme une manipu-lation d'éco-terroristes !

Ecrit le 7 septembre 2005 :

Etiage

Le « bulletin d'étiage » publié par la Préfecture de Loire-Atlantique le 30 août 2005, montre que l'indice de sécheresse du département est très sérieux :

100 % montre un sol saturé d'eau,

Dans le département l'indice est situé entre 10 et 20 %, ce qui manifeste une importante sécheresse. Les pluies de la dernière semaine d'août ont fait du bien à la végétation en surface, mais n'ont pas joué sur les nappes phréatiques et les cours d'eau.

Les débits sont proches de zéro sur la Chère, le Don et l'Erdre. Il n'existe pratiquement plus d'écoulement à Nort sur Erdre. La Brutz a cessé de couler.

Pour les eaux souterraines, les nappes d'eau sont proches ou en dessous des minima connus. La nappe de Saffré est la plus déficitaire.

Qu'en pensent les paysans ?

Depuis 3 mois, à l'occasion des comités de suivi de la sécheresse 2005 du ministère de l'Agriculture, la Confédération paysanne est le seul syndicat agricole à avoir à chaque fois rapporté les inquiétudes des paysans qui souffriront une année de plus des pénuries de fourrage. A ces mêmes réunions, elle a répété que face à l'insuffisance d'eau, les ressources naturelles doivent être affectées selon des priorités : en premier lieu à l'eau potable ; ensuite à l'équilibre des milieux aquatiques et environne-mentaux ; enfin, et seulement enfin, à l'ensemble des activités économiques selon l'importance de la valeur ajoutée.

La Confédération paysanne souhaite corriger les récents propos qui ont pu être tenus par d'autres sur l'irrigation agricole : le maïs ne consomme pas moins d'eau que le blé, bien au contraire. C'est une aberration que de vouloir défendre à tout prix la culture du maïs irrigué, d'autant plus que cette culture bénéficie outrageu-sement des subventions européennes.

Bio-énergie

En réponse à la hausse du prix du pétrole, le gouvernement veut développer les bioénergies (voir : http://www.agriculture.gouv.fr/spip/leministere.leministrelecabinet.communiquepresse_a5096.html)

et notamment le biodiesel et la filière éthanol. Il propose notamment d'utiliser les huiles végétales pures comme carburant dans les exploitations agricoles.

La Confédération paysanne s'étonne : « Dans un contexte de sécheresses à répétition, pourquoi le gouvernement s'acharne-t-il à imposer la filière éthanol dont le précurseur principal est le maïs ? ».

« Pourquoi le gouvernement, par une fiscalité adaptée et incitative, n'autoriserait-il pas les huiles végétales pour l'ensemble des citoyens ? »

« L'ensemble des bio-carburants, prônés par la législation communautaire, doit être autorisé sur le territoire national sans distinction de destination d'utilisation, comme une réponse à la hausse du prix du pétrole mais également comme une réponse à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et à la baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs »

(Communiqué)

Réchauffement global : vers une invasion de chenilles

(Agence Science-Presse) - Un exemple de la complexité des impacts du réchauffement : certains oiseaux éviteraient de manger les insectes qui se nourrissent de feuilles exposées à de hauts niveaux de dioxyde de carbone...

L'étudiante en biologie et conservation de la nature, Martina Müller, de l'Université américaine du Rhode Island, travaillant en collaboration avec le professeur Scott McWilliams et l'étudiant au doctorat, David Podlesak, a étudié les préférences alimentaires d'un oiseau commun, le chickadee à tête noire, pour voir s'il peut distinguer des chenilles « contaminées ».

Le problème est celui-ci : quand les plantes poussent là où il y a de hauts niveaux de dioxyde de carbone (CO₂), elles produisent des niveaux plus élevés de substances secondaires comme les tannins et les phénoliques, substances qu'elles utilisent pour se défendre contre les herbivores. Ces substances secondaires toxiques sont ensuite absorbées par les chenilles qui mangent les feuilles.

Oiseaux pas bêtes

L'étudiante a découvert que non seulement les oiseaux reconnaissent les chenilles contaminées, mais qu'ils refusaient aussi de s'en nourrir. Il est donc possible qu'à mesure que les taux de dioxyde de carbone s'élèveront dans l'atmosphère, et que les chenilles seront donc de plus en plus contaminées par des substances secondaires toxiques, les oiseaux auront de plus en plus de mal à trouver leur nourriture préférée.

S'ils ne modifient pas leur menu, non seulement ces oiseaux vont mourir en grand nombre faute de nourriture, mais les chenilles ainsi protégées de leurs prédateurs naturels vont se multiplier de manière incontrôlée, provoquant des défoliations massives dans les arbres, donc la destruction de vastes étendues de forêts. Et tout ça à cause du réchauffement...

Source : <http://www.sciencepresse.qc.ca/archives/2004/cap1705041.html>

Plus il fait chaud et plus ça chauffe

C'est un cercle vicieux. Il fait plus chaud alors ça fond et en fondant, ça accentue le réchauffement climatique

Sibérie

Les chercheurs russes viennent de faire un diagnostic inquiétant et alarmant pour le climat de notre planète. En effet, la plus grande tourbière du monde en Sibérie occidentale est en train de fondre et quelques lacs de faible profondeur ont fait leur apparition.

Et alors direz-vous ? Alors, il a été constaté que le pergélisol (1) en fondant a créé ces lacs, fonte due au réchauffement climatique. Le pergélisol de Sibérie recouvre une tourbière d'un million de km² (soit la surface de la France et de l'Allemagne).

La tourbe produit du méthane, gaz à effet de serre bien connu et 20 fois plus puissant que le gaz carbonique(CO₂). Ce qui signifie qu'en fondant, le pergélisol laisse apparaître la tourbière qui dégage du méthane, ce qui accentue l'effet de serre et donc le réchauffement.

La tourbière de Sibérie contient actuellement 70 milliards de tonnes de méthane, pour l'instant retenus par le pergélisol, qui a tendance à fondre vite. Vous avez donc compris ce qui est en train de se passer.

L'homme dérègle le climat (suppression des forêts amazoniennes, aucune politique d'énergie propre, ...) et la planète trinque, et nous bientôt.

Article du 17 août 2005 <http://agora-bio.com/>

Ecrit le 7 septembre 2005 :

Groenland

Malgré les constats alarmistes et répétés sur le recul des glaciers du Groenland, où le réchauffement climatique serait trois fois plus marqué que sur le reste de la planète, les Etats réunis par le Danemark du 16 au 19 août à Ilulissat, n'ont pas réussi à taire leurs divisions.

La ministre danoise de l'Environnement, Connie Hedegaard, a regretté que les pays participants aient préféré blâmer les autres pour leur manque d'action plutôt que de faire des propositions concrètes sur leur façon de lutter contre le réchauffement climatique.

Les représentants de vingt-trois pays, dont des membres de l'Union européenne, les Etats-Unis, le Canada, la Chine ou l'Inde, ont discuté à huis clos de l'évolution du climat en Arctique. Ils ont notamment pu observer depuis un hélicoptère le recul du glacier d'Ilulissat, classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO en 2004. La visite était guidée par des chercheurs de l'ACIA, le comité chargé d'évaluer l'impact des changements climatiques en Arctique (Arctic Climate Impact Assessment) dont le dernier rapport publié en novembre dernier indiquait que le continent Arctique se réchauffe trois fois plus vite que le reste de la planète.

Le prochain sommet sur le climat aura lieu à Montréal en novembre prochain. Au cours de cette conférence des Nations Unies les signataires du protocole de Kyoto doivent discuter de son extension au-delà de 2012.

(source : Sciences et Avenir,
août 2005)

Ecrit le 7 septembre 2005 :

Humour et désinformation

Sécheresse en France : le MEDEF s'oppose aux restrictions d'eau

A peine installée dans le fauteuil de Présidente du MEDEF, la première entrepreneuse de France, Laurence Parisot, veut marquer les esprits par « des prises de position courageuses et en rupture avec l'ancienne direction ». Suivant cette ligne, la patronne des Nantrepreneurs, a appelé ses adhérents à ne pas appliquer les mesures de restriction d'eau mises en place par les préfets dans de nombreux départements français.

Pour la nouvelle femme forte du MEDEF « la restriction de l'utilisation de l'eau est une mesure inique qui pénalise doublement nos membres assujettis à l'ISF en les empêchant de remplir les piscines de leurs résidences secondaires ». Elle aurait déclaré : « empêcher les patrons de laver leurs 4x4 Porsche Cayenne, BMW X5, X3, et autres Mercedes ML, est une grave atteinte à la liberté d'afficher proprement son statut social ».

Selon Robert Dubonchoix, expert en sécheresse française auprès du gouvernement Villepin, les mesures de restriction d'eau sont « parfaitement justifiées » en ce qui concerne les adhérents du MEDEF car une piscine de Nantrepreneur a un volume 10 fois supérieur à celui d'une piscine du peuple et il faut 4 fois plus d'eau pour laver un 4x4 de luxe qu'une Fiat Panda. Mais le MEDEF récusé ces arguments en expliquant qu'une piscine de Nantrepreneur génère en moyenne quatre emplois de jardinier alors qu'une piscine du peuple ne crée aucun emploi de service.

Devant cet épineux problème, Dominique de Villepin a décidé de réunir une cellule de crise avec les ministres concernés, sur la plage de la piscine de sa résidence secondaire, « afin de s'imprégner du problème ». A l'issue de cette réunion le Premier Ministre devrait rendre son arbitrage en direct sur TF1 depuis le pool house.

Source : http://www.desinformations.com/article.php?_a_id=806

Crash Test

Quand tu verras les poissons
nager à l'envers
Et que ton pastaga, tu te le taperas sec
Vers le fond de ton verre,
tu verras des vers verts
Alors que l'eau avant
n'était pas si infecte
Et puis tu comprendras
que l'aquatique casse-tête
N'est autre que ce que
l'on appelle un crash test
Quand tu verras qu'après l'eau
c'est bien l'air pur et
Le resto qu'on paiera, qu'on
monnaiera comptant
Tes poumons, ta tête remplis
d'hydrocarbures et
De marchands tous pourris

avec leur air content
Les nombreux éléments
d'un seul et même casse-tête
Se nommeront impôts ou
factures ou cash test

Okay in god we trust but
the others pay cash
L'eau, l'air, la terre, le feu,
ça nous l'avons déjà.
Hier ont payé Jésus,
Bouddha, Mahomet, Jah
Aujourd'hui c'est Satan
qui joue à cash-cash
On fait confiance à Dieu
mais les autres paient cash

...

Extrait de Crash Test, morceau n°3 sur le CD « Aurores Boréales » d'Electrod, groupe d'électro-jazz-contes issu du Castelbriantais en majorité, à découvrir d'urgence sur scène (www.electrod.free.fr) et à écouter sur Radio Château : 99.7 en FM.

Ecrit le 7 septembre 2005 :

Propositions de cabinet fantôme

Après une réunion de mon cabinet ministériel fantôme, voici quelques unes de nos propositions pour réduire la facture énergétique de la France, les autres pays peuvent s'en inspirer aussi, nous ne revendiquons aucun droit d'auteur !

Première proposition :

réduire la vitesse des 30 millions de véhicules français : 60 sur les nationales, 70 sur les 4 voies et 75 sur les autoroutes (plusieurs avantages : réduction de la consommation et réduction des émissions de gaz à effet de serre). A l'horizon 2007, tous les constructeurs devront bloquer la vitesse des engins à 80 km/heure.

Deuxième proposition :

Réquision de toutes les huiles alimentaires usagées afin de les filtrer, décanter ... pour faire du carburant à moins cher (parallèlement, augmenter les fonds pour la recherche sur l'amélioration à apporter aux moteurs quant à l'utilisation de ces huiles)

Troisième proposition :

Développer des véhicules tri-énergie : carburant + énergie mécanique (système de pédalage) + vent (ajouter une voile). But avoué : dans cinq ans, les véhicules personnels ne devront plus consommer plus d'un litre aux 100 km à 30 km/heure (vitesse maximale autorisée à terme car on arrêtera d'entretenir les routes trop chères à cause du pétrole qui sert à faire du goudron et qui pollue, et en plus, le goudron, ça pue !)

Quatrième proposition :

Développer les transports en commun sur les mêmes bases : vous voulez vous déplacer rapidement, eh bien,

pédalez ! C'est bon pour votre santé, donc moins de malades, le trou de la sécu est renfloué, un autre problème est ainsi réglé.

Cinquième proposition :

Celle-ci concerne uniquement le réchauffement de la planète. Une étude très sérieuse produite par l'université de Chicago montre que les discours des hommes politiques contribueraient au réchauffement de la planète :

1. les gens prennent leur véhicule pour s'y rendre
 2. les hommes politiques ont une fâcheuse tendance à s'échauffer et à faire des grands gestes ce qui augmente la quantité de CO2 dégagée dans l'air
 3. les spectateurs suivent les hommes politiques, s'échauffent aussi, applaudissent et dégagent aussi plus de CO2
- Donc cinquième proposition,
interdire les discours en public.

Sixième proposition :

Interdire TF1. Pourquoi me direz-vous ? Ce cher Patrick Lelay, grand penseur devant l'Eternel, a dit que le but de sa chaîne était « de vendre du temps de cerveau humain disponible à des annonceurs comme C...-C... ». Eh bien nous, nous disons que nous n'avons plus le temps d'être disponibles pour ces conneries, la Terre a des urgences à régler, nos neurones ont besoin d'inventer un autre futur et celui-ci se passera très bien de TF1 !

Septième proposition :

Chaque nouveau bébé à partir de janvier 2006 se verra offrir un vélo. Chaque année, il pourra passer en mairie pour voir si la taille est toujours adaptée. Si elle ne l'est plus, on lui en donnera un autre. Les citoyens qui refuseront d'utiliser ces vélos seront envoyés dans les centrales électriques pour produire l'électricité en pédalant. Les prisonniers de droit commun auront droit au même traitement à raison de 6 heures par jour. Lance Armstrong a été contacté pour leur fournir l'EPO.

Nous avons envoyé copie de ces propositions au cabinet du Premier Ministre et de la ministre de l'Ecologie Roselyne Bachelot. Nous attendons donc une réponse.

Aïe, on me dit que la ministre de l'Ecologie n'est plus Roselyne Bachelot mais personne ne retrouve son nom, personne ne sait non plus si elle a une adresse. Cher lecteur, toi qui es averti, toi qui te tiens informé des affaires du monde, si tu retrouves la ministre de l'Ecologie, contacte-nous rapidement afin que nous la contactions aussi.

Si toi aussi tu souhaites apporter ta contribution au sauvetage de notre planète, écris-nous !

lulutopie44@free.fr

Ecrit le 24 janvier 2007 :

Hiver doux : un record

Selon les climatologues, les températures exceptionnelles relevées ces derniers jours, après un automne anormalement doux, sont à la fois la manifestation du phénomène océano-climatique El Nino et le signe du réchauffement planétaire en cours. Après une année 2006 classée au 4° rang des plus chaudes de l'hémisphère nord, les services météorologiques britanniques estiment qu'il y a 60% de probabilité pour que l'année 2007 batte elle aussi des records de chaleur.

[Les conséquences du NON sur le réchauffement climatique](#)

[Pollution par l'ozone troposphérique, exemple de la canicule](#)

[Désherbage : zéro phytos](#)

Situation en janvier 2006 :

– [alimentation en eau potable et irrigation](#)

– [Bilan des pluies](#)

– [La sécheresse](#)

Post-scriptum :

(1) Pergélisol : Sol (ou roche) qui se maintient à une température égale ou inférieure à 0°C pendant au moins 2 ans.